

# Comment parler avec mes collègues de la menace de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite ?



L'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale par Macron au lendemain des élections européennes était brutale. Le Rassemblement national pourrait sortir majoritaire des élections législatives. SUD éducation appelle les personnels à mener le débat sur leur lieu de travail auprès des collègues pour qu'aucune voix n'aille à l'extrême droite. Vous trouverez dans cette fiche quelques idées pour mener ces discussions avec les collègues.

## Comment entamer la discussion ?

### Favoriser le collectif !

→ En proposant sur votre outil de discussion habituel (groupe de messagerie instantanée, boucle mail) de prendre un temps un jour sur le temps du midi pour discuter de la situation politique.

exemple : "Salut les collègues, je suis (ou "avec X, on est" si vous écrivez à plusieurs) inquiète de la situation politique, seriez-vous disponibles pour que l'on se prenne 20 minutes pour en parler le [ date et heure ] ?"



→ En distribuant dans les casiers des collègues, en affichant ou en déposant en salle des personnels des tracts syndicaux. Vous avez à disposition le tract unitaire FSU, SE-UNSA, CFDT Ferp, CGT educ, SUD éducation de la campagne "Education contre l'extrême droite" ou les tracts de SUD éducation avec l'appel au vote Nouveau Front populaire ou sans l'appel au vote : à vous de choisir le matériel qui sera le plus pertinent en fonction de vos collègues.

## De quoi parler ?

→ En introduisant la discussion : vous pouvez expliquer pourquoi cette situation vous inquiète :

· **en tant qu'agent·e du service public :** comment continuer à travailler dans le service public si on doit répondre aux ordres d'un ministre d'extrême droite ? comment faire si les ordres donnés heurtent nos valeurs ? que vont devenir

l'école et les universités ? le programme de l'extrême droite est particulièrement inquiétant. Vous retrouverez en une du site de SUD éducation des argumentaires pour vous outiller dans les échanges.



# Comment parler avec mes collègues de la menace de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite ?

• **en tant que citoyen·ne** : Le projet de l'extrême droite est un projet de reculs sociaux et en particulier pour les femmes, les personnes LGBTQIA+, les personnes racisées, les personnes handicapées. On fait le constat que dans les pays gouvernés par l'extrême droite, un climat de racisme, de validisme, de LGBTIphobies, et de sexismes décomplexé·es s'ajoutent aux lois réactionnaires. De même la situation sociale s'est dégradée dans les mairies d'extrême droite.

L'extrême droite porte un projet de société violent qui attaque les libertés publiques et les libertés syndicales. Les syndicats nous défendent, se battent pour nos droits, pour nos salaires, qui les défendra si un gouvernement d'extrême droite les attaque ? Par ailleurs, la politique internationale de l'extrême droite nous conduit tout droit vers la guerre et la mise en œuvre de son programme aggraverait la crise écologique.



## ✓ Expliquez, argumentez !

Les discussions informelles au travail permettent de déconstruire des craintes, de porter des arguments contre l'extrême droite autour de soi. En engageant la discussion, vous pouvez convaincre des collègues indécis·es de ne pas voter pour l'extrême droite : il y a les collègues qui participent à la discussion activement mais il y a aussi les collègues qui entendent vos arguments sans forcément intervenir. Vous pourrez donner confiance aux collègues pour intervenir et remobiliser certains de vos arguments dans de futures discussions.

Pour pouvoir être dans un échange, il faut

→ en expliquant la situation institutionnelle dans laquelle nous sommes : suite à la dissolution de l'Assemblée nationale par le Président de la République, des élections législatives sont convoquées, ce sont des élections à deux tours qui permettent d'élire les 577 député·es qui composent l'Assemblée nationale.

**Si un parti obtient la majorité absolue** (289 député·es), alors il peut appliquer son programme, le Président nomme un Premier ministre issu de ce parti qui, grâce à sa majorité absolue à l'Assemblée nationale, ne s'expose pas à une motion de censure. Des ministres sont ensuite nommés pour appliquer le programme de ce parti.

**Si un parti obtient la majorité relative**, c'est-à-dire qu'il a le plus grand nombre de député·es sans pour autant avoir la majorité absolue, alors le Premier ministre doit être accepté par plusieurs groupes parlementaires afin de ne pas faire l'objet de motion de censure. Cela implique des alliances ou des coalitions.

**Si aucun parti ne sort véritablement majoritaire des élections**, alors le Président pourrait nommer un·e Premier·e ministre sans autorité politique qui ne pourra traiter que des affaires courantes de peur de subir une motion de censure en cas de réforme. Ce scénario est inquiétant car il conduit à une grande fragilité des institutions et engendre une grande frustration dans la population.

être conscient·e de la situation sociale des personnes avec qui on discute et avoir conscience des priviléges dont on peut bénéficier. L'arrivée de l'extrême droite au pouvoir n'aura pas les mêmes conséquences pour une personne non blanche que pour une personne blanche, ni pour une personne trans que pour une personne cis, ni pour une collègue précaire que pour un collègue agrégé. La discussion peut conduire à une émotion qu'il faut pouvoir entendre. Soyons attentifs et attentives aux différences de positions sociales dans la vie comme au travail qui peuvent constituer des freins à la discussion.

# Comment parler avec mes collègues de la menace de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite ?

→ en expliquant le programme du Rassemblement national en insistant sur les points qui pourront parler à vos collègues : racisme, LGBTIphobies, sexe, projet pour l'école, inégalités sociales, écologie... On peut également parler des conséquences pour nos élèves et rappeler le bilan de l'extrême droite dans les autres pays où elle est arrivée au pouvoir.

→ en rappelant que **le vote d'extrême droite n'est pas une fatalité**. Au contraire, il y a des alternatives : SUD éducation porte au sein de l'Union syndicale Solidaires des propositions pour une vraie alternative sociale et écologique.

**Il y a urgence à renforcer le syndicalisme en se syndiquant et à se mobiliser pour exprimer d'autres aspirations.**

Dans l'immédiat, on ne peut faire l'économie d'aller voter pour que le projet du Nouveau Front populaire batte celui du RN dans les urnes à ces élections législatives.

→ en partant des préoccupations et des revendications des collègues : en commençant la discussion par leur demander ce qu'il ou elle souhaiterait voir comme mesure concrète appliquée rapidement (augmentation des salaires, retour à 60 ans, égalité femmes-hommes, amélioration des conditions de travail, titularisation des précaires...), on peut aisément par la suite expliquer en quoi l'extrême droite au pouvoir ne satisfera en rien ces revendications.



## Peut-on parler de politique au travail ? Bien sûr !

**Le devoir de réserve n'interdit pas la libre expression des agent·es du public hors l'exercice des fonctions.** Si dans l'exercice de ses fonctions, les agent·es publics sont tenu·es à une obligation de neutralité, ils et elles disposent de la liberté d'expression hors l'exercice de leurs fonctions. À ce titre, ils et elles peuvent prendre publiquement la parole dans une manifestation ou une réunion électorale sous réserve de ne pas invoquer leur qualité de fonctionnaire. Ils et elles peuvent également parler de sujets politiques avec leurs collègues sur leur lieu de travail pendant leur temps de pause. Cette obligation de réserve est proportionnelle au rang dans la hiérarchie : l'obligation qui pèse sur la plupart des agent·es est donc très faible.



**Tou·tes ensemble contre l'extrême droite !**

## Pour aller plus loin :

Le site de l'Union syndicale Solidaires : <https://solidaires.org/>  
Le site de SUD éducation : <https://www.sudeducation.org/>

